



POUR UN ACCÈS SIMPLIFIÉ AUX SERVICES PUBLICS

PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION
RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC
DE LAVAL
2022-2023



Réalisation

Direction régionale de Services Québec de Laval

Direction des services gouvernementaux et du marché du travail (DSGMT)

Coordination

Comité du Plan d'action régional (PAR) du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de Laval :

Jasmine Martin	Présidente du CRPMT et du comité PAR
François Laverdure	Directeur régional de Services Québec de Laval et secrétaire du CRPMT
Johanne Allaire	Vice-présidente du CRPMT et membre du comité PAR
Geneviève Gagné	Vice-présidente du CRPMT et membre du comité PAR
Christelle Chalono	Membre du comité PAR
Bonnet Huor	Membre du comité PAR
Caroline Lachance	Membre du comité PAR
Corinne Aubry	Membre du comité PAR

Collaboration

Bureau de Services Québec de Chomedey

Bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides

Direction des services aux entreprises

Production

Jean-Pierre Godbout, conseiller à la planification régionale et soutien au CRPMT

André Massé, économiste

Lise Pinsonnault, agente de recherche et de planification socioéconomique

Marie-Flore Bordes, agente de secrétariat

Thao Joseph, conseillère à la prévision budgétaire et opérationnelle (PBO)

Emmanuelle Jarry, directrice de la DSGMT

Le plan d'action régional de Services Québec de Laval peut être consulté sur le site Internet d'Emploi-Québec à : [Publications et formulaires > Emploi-Québec \(gouv.qc.ca\)](#)

N.B. Dans le présent document, le générique masculin est habituellement utilisé sans aucune discrimination, à seule fin d'alléger le texte.

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

ISBN : 978-2-550-92280-3

© GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Table des matières

1. MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DU DIRECTEUR RÉGIONAL DE SERVICES QUÉBEC DE LAVAL ET SECRÉTAIRE DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	3
2. PRÉSENTATION DE SERVICES QUÉBEC DE LAVAL	4
2.1 MISSION	4
2.2 OFFRE DE SERVICES.....	4
2.3 STRUCTURE DE GOUVERNANCE	5
3. ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PRINCIPAUX ENJEUX QUI INTERPELLENT LA DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC DE LAVAL.....	6
3.1 DÉMOGRAPHIE	6
3.2 INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL POUR 2021.....	8
3.3 REGARD SUR DES GROUPES DE CLIENTÈLES SOUS-REPRÉSENTÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.....	10
3.4 SERVICES PUBLICS D'EMPLOI.....	12
3.5 REGARD PROSPECTIF SUR L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI AU QUÉBEC.....	12
3.6 PRINCIPAUX ENJEUX NATIONAUX EN LIEN AVEC CET ENVIRONNEMENT	13
4. PRIORITÉS RÉGIONALES ET AXES D'INTERVENTION EN LIEN AVEC LES PRINCIPALES ORIENTATIONS	15
4.1 SIMPLIFIER L'ACCÈS AUX SERVICES ET EN AMÉLIORER LA QUALITÉ.....	16
4.2 ADAPTER LES INTERVENTIONS AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE.....	16
5. ANNEXES.....	22
5.1 BUDGET D'INTERVENTION AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL (FDMT)	22
5.2 INDICATEURS DE RÉSULTATS ET CIBLES	23
5.3 ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE SERVICES QUÉBEC DE LAVAL.....	24
5.4 COMPOSITION DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL.....	25

1. Mot de la présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail et du directeur régional de Services Québec de Laval et secrétaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail

Les événements se succèdent sans toujours savoir quelle sera l'ampleur qu'ils auront sur nos vies. Qui aurait cru, il y a un an, que l'économie lavalloise afficherait à nouveau des indicateurs de bonne santé économique comme nous les avons connus avant la pandémie. Toutefois, le tissu économique en a été transformé. Certains secteurs ont pris de l'ampleur pendant la crise alors que d'autres n'ont pas retrouvé le niveau d'activité d'avant la pandémie.

Services Québec exerce un rôle d'avant-plan en ce qui a trait aux services gouvernementaux provinciaux. Il soutient les individus et les entreprises du Québec dans les grands événements qui surviennent dans la vie.

Dans le volet de sa mission touchant le marché du travail, Services Québec intervient activement dans les secteurs et les professions toujours en déséquilibre découlant de la pandémie. Le ministère met le pied sur l'accélérateur de la formation, autant pour les chercheurs d'emploi que pour les travailleuses et travailleurs. Il mobilise le personnel et les partenaires pour soutenir les entreprises dans le but de dynamiser le marché de l'emploi. La vision du futur n'est pas en reste et préparer la main-d'œuvre aux compétences demandées sur le marché du travail est une préoccupation constante.

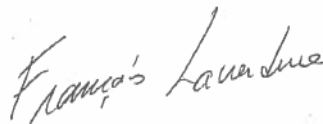
Le Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval est fier d'être associé au volet des services publics d'emploi du Plan d'action régional de Laval 2022-2023. Ce document se veut une référence pour mobiliser et unir tous les acteurs de la sphère de l'emploi vers un renouveau du marché de l'emploi. Nous espérons qu'il sera inspirant pour tous les partenaires et intervenants de la région de Laval dans l'élaboration de projets permettant d'améliorer le fonctionnement du marché du travail sur le territoire.

La présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval,



Jasmine Martin

Le secrétaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail et directeur régional de Services Québec de Laval



François Laverdure

2. Présentation de Services Québec de Laval

2.1 Mission

Services Québec de Laval relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Il est la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les individus et les entreprises. Services Québec est accessible sur tout le territoire lavallois. Il accueille les clients dans ses bureaux, par l'intermédiaire de Québec.ca ou encore par téléphone. Il fournit des services, entre autres, à l'ensemble des personnes en emploi ou sans emploi, ainsi qu'aux personnes et aux familles dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins. Services Québec de Laval procure également de l'aide technique et financière aux entreprises afin qu'il puisse répondre à leurs besoins de main-d'œuvre. Finalement, il donne accès à un guichet unique pour les services publics du gouvernement du Québec sur le territoire de Laval.

Services Québec de Laval contribue à l'atteinte des objectifs gouvernementaux, à la prospérité, à la richesse collective et au développement de la population en favorisant l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, en diffusant une information pertinente sur le marché du travail, tout en privilégiant l'inclusion économique des plus vulnérables.

2.2 Offre de services

Le Ministère offre à la population et aux entreprises un panier de services, notamment :

- l'accès simplifié aux services publics;
- les services liés au registre de l'état civil du Québec, au registre des entreprises et à d'autres registres de l'État;
- les services en matière de relations de travail;
- les services d'emploi, de solidarité et d'inclusion sociale;
- le régime québécois d'assurance parentale;
- le soutien à l'action communautaire et bénévole;
- l'accès à un commissaire à l'assermentation.

Services Québec de Laval soutient les personnes en mesure d'entreprendre une démarche qui les aidera à intégrer le marché du travail ou à s'y maintenir. De l'aide financière est versée, par l'entremise des programmes de l'aide financière de dernier recours, à toute personne ou famille ayant peu ou pas de ressources pour subvenir à ses besoins essentiels. Les services d'emploi sont également accessibles aux entreprises afin qu'elles soient accompagnées pour leur démarrage, le recrutement de la main-d'œuvre, la gestion de leurs ressources humaines, l'investissement dans la formation du personnel, ou pour qu'elles soient informées de leurs responsabilités légales.

Services Québec offre également de l'information sur le marché du travail et sur un nouveau site de recherche d'emploi, soit Québec emploi¹, en remplacement de Placement en ligne.

Un accès simplifié aux services gouvernementaux complète cette offre de services. Un accompagnement personnalisé est offert aux citoyens et aux entreprises dans leurs démarches administratives auprès du gouvernement du Québec.

Services Québec de Laval est également responsable de la passation des examens de qualification des entrepreneurs en vue de l'obtention d'une licence pour le compte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Par ailleurs, depuis l'automne 2019, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) offre des services de proximité à la population par l'entremise de ses représentants dans les bureaux de Services Québec. Ce modèle d'affaires réunit dans un même lieu les services dont peuvent avoir besoin les personnes et les entreprises de la région pour faciliter leurs rapports avec le gouvernement.

2.3 Structure de gouvernance

Deux bureaux de Services Québec offrent les services de proximité à Laval : le bureau de Services Québec de Chomedey, qui dessert le secteur ouest du territoire, et le bureau de Services Québec de Laval-des-Rapides, qui dessert le secteur est de Laval. Ces unités locales peuvent compter sur l'expertise d'un réseau d'organismes en employabilité avec lesquels des ententes sont conclues et qui offrent une diversité de services facilitant le retour et le maintien sur le marché du travail. De plus, la population peut faire une demande et recevoir l'aide financière de dernier recours du bureau le plus proche de sa résidence.

Quelques services sont localisés au bureau de Services Québec de Chomedey. Il s'agit des services aux entreprises, de la supervision d'examens de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et parmi les services gouvernementaux, celui de l'état civil.

Enfin, la Direction régionale de Services Québec complète l'offre sur le territoire de Laval en y accueillant les services de soutien opérationnel, de planification, de partenariat et d'information sur le marché du travail.

L'organigramme de Services Québec de Laval, présenté à l'annexe 5.3, permet de visualiser les différentes unités administratives et les liens entre elles.

¹ Emploi-Québec, Information sur le marché du travail (IMT) [en ligne] :
http://imt.emploiquebec.gouv.qc.ca/mtg/inter/noncache/contenu/asp/mtg941_accueil_fran_01.asp
[Québec emploi – Site d'offres d'emploi en ligne | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](http://www.quebec.ca/quebec-emploi)

3. Évolution de l'environnement et principaux enjeux qui interpellent la direction régionale de Services Québec de Laval

3.1 Démographie

Selon les dernières données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population estimée de Laval s'établissait à 443 192 habitants en 2021^{2 3}, stable par rapport à celle estimée en 2020 (+ 396 personnes). Elle se classait au septième rang parmi les 17 régions administratives du Québec, derrière Montréal (2 025 928 habitants), la Montérégie (1 460 933), la Capitale-Nationale (761 029), les Laurentides (647 179), Lanaudière (535 230) et l'Estrie (499 197).

La population lavalloise est composée à 50,6 % de femmes et à 49,4 % d'hommes, des proportions comparables à celles observées dans l'ensemble de la province. L'âge moyen est de 42,2 ans en 2021, ce qui en fait l'une des régions administratives parmi les plus jeunes du Québec. En 2021, Laval était l'une des régions où la proportion des jeunes de moins de 20 ans (22,1 %) était la plus élevée (20,6 % pour le Québec)⁴.

Selon les projections démographiques de l'ISQ, entre 2020 et 2041⁵, la croissance de la population serait plus modeste dans la région métropolitaine que celle enregistrée au cours des années précédentes. Passant de la première à la troisième place à l'échelle provinciale, Laval montre maintenant une croissance de sa population de 16,0 %, selon l'ISQ⁶. La région est ainsi devancée par celles des Laurentides (20 %) et de Lanaudière (17 %). Montréal (10 %) glisserait quant à elle de la troisième à la huitième position, alors que la Montérégie se hisserait d'un rang à la cinquième place avec une croissance de 15 %. La croissance de l'ensemble du Québec suit la tendance de la plupart des régions avec une croissance plus modeste de 11 %.

Selon l'ISQ, depuis 2011, la croissance démographique à Laval est attribuable davantage à la migration internationale qu'à l'accroissement naturel (une augmentation nette de 90 personnes en 2020). L'accroissement naturel tend à diminuer au fil des ans en raison de la baisse des naissances et de la hausse du nombre des décès. La pandémie a laissé sa marque en 2020; Laval et Montréal ayant enregistré plus de décès que les autres régions. La hausse des décès à Laval a

² Institut de la statistique du Québec, Données estimées au 13 janvier 2022. [En ligne], L'Institut.

[Estimations de la population des municipalités de 25 000 habitants et plus, Québec, 1^{er} juillet 2001 à 2021 \(quebec.ca\)](https://www.quebec.ca/estimations-de-la-population-des-municipalites-de-25-000-habitants-et-plus-quebec-1er-juillet-2001-a-2021)

³ Selon les données du recensement de 2020 sur la population, parues le 9 février 2022, Laval comptait 438 366 Lavallois en 2020. Le recensement compte moins de résidents que l'estimation annuelle réalisée entre deux recensements. Nous avons retenu l'estimation de l'ISQ aux fins de rédaction du Plan d'action régional, puisque les données du recensement de 2020, dont celles sur le sexe, l'âge, la population immigrante, ne sont pas encore disponibles.

⁴ Institut de la statistique du Québec (2022). Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021, [en ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021 \(quebec.ca\)](https://www.quebec.ca/fiches-demographiques-les-regions-administratives-du-quebec-en-2021)

⁵ Institut de la statistique du Québec (2019). Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066. Édition 2019, [en ligne], Québec, L'Institut, 85 p.

<https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/perspectives-demographiques-du-quebec-et-des-regions-2016-2066-edition-2019.pdf>

⁶ Institut de la statistique du Québec (2021). [Bulletin sociodémographique. Volume 25, numéro 5 | Juin 2021 \(quebec.ca\)](https://www.quebec.ca/bulletin-sociodemographique-volume-25-numero-5-juin-2021)

contribué à une croissance démographique moins soutenue⁷. Quant aux naissances, Laval se situe parmi les régions administratives présentant les taux les plus faibles au Québec, avec un indice synthétique de fécondité de 1,49 enfant par femme en 2020⁸. De plus, Laval affiche un solde négatif dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec pour une deuxième année consécutive. Les pertes migratoires interrégionales sont de 2 073 personnes en 2020-2021, soit un déficit beaucoup plus important que celui de l'année précédente⁹. Les échanges migratoires de Laval avec l'extérieur du Québec ont engendré des gains en 2020-2021, le solde migratoire externe total y étant de 1 662 personnes. Ce solde est toutefois plus faible que celui des cinq années précédentes¹⁰.

La population immigrante

Selon le recensement de 2016 de Statistique Canada, à Laval, 116 935 personnes sont nées hors du Canada, soit 28,5 % de la population lavalloise, alors que la part dans l'ensemble du Québec n'était que de 13,7 %. En 2016, Laval se situait au deuxième rang des villes et des régions économiques pour la part de la population immigrante dans la population totale, derrière Montréal (34,3 %). La population immigrante de Laval a crû de 59 % entre les recensements de 2006 et de 2016, comparativement à celle de l'ensemble du Québec, qui a augmenté de 28,2 % pendant la même période. Selon le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, au premier semestre de 2021, Laval était en quatrième position quant à la répartition des immigrants admis, derrière Montréal, la Montérégie et la Capitale-Nationale.

Le vieillissement de la population¹¹

Comme partout au Québec, le vieillissement de la population se fait sentir à Laval. Selon l'ISQ¹², la part des 65 ans et plus au sein de la population lavalloise devrait connaître une hausse de sept points de pourcentage entre 2020 et 2041, passant de 18 % à 25 %, alors que la part des aînés au Québec passerait de 20 % à 26 %. Le vieillissement progresserait moins dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, qui évoluerait de 17 % à 23 %. La hausse du vieillissement à Laval affectera à la baisse la proportion de la population des 20 à 64 ans, qui diminuera de 60 % à 54 %, une diminution identique à celle de l'ensemble du Québec. Pour la RMR de Montréal, ce décroissement serait de 61 % à 57 %.

⁷ [Données COVID-19 au Québec | INSPQ](#)

⁸ <https://statistique.quebec.ca/fr/document/naissances-regions-administratives/tableau/taux-de-fecondite-selon-le-groupe-dage-de-la-mere-indice-synthetique-de-fecondite-et-age-moyen-a-la-maternite-par-region-administrative-quebec>

⁹ INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021, [en ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021 \(quebec.ca\)](#)

¹⁰ [Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021 \(quebec.ca\)](#)

¹¹ *[Bulletin sociodémographique. Volume 25, numéro 5 | Juin 2021 \(quebec.ca\)](#)

¹² Le scénario Référence (A2021) repose sur un ensemble d'hypothèses supposant la poursuite des tendances récentes en ce qui a trait à la fécondité, à la mortalité et à la migration.

3.2 Indicateurs du marché du travail pour 2021¹³

Le nombre de Lavallois en emploi âgés de 15 ans ou plus a connu une augmentation de 16 300 au cours de l'année 2021¹⁴ par rapport à 2020. La région comptait ainsi 227 600 personnes en emploi, ce qui représente une hausse de 7,7 % entre les deux années. Dans l'ensemble du Québec, le nombre de personnes en emploi a augmenté de 4,1 % durant la même période et de 5,5 % dans la RMR de Montréal.

Le taux d'emploi¹⁵ des résidents de la région de Laval a atteint 62,2 % en 2021, en hausse de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2020. Ce taux est identique à celui de la RMR de Montréal et supérieur à celui de l'ensemble du Québec (60,1 %).

En 2021, le taux de chômage¹⁶ des Lavallois s'établissait à 7,1 %, similaire à celui de la RMR de Montréal (7,0 %), alors que le Québec affichait un taux de 6,1 %.

Au plus fort des restrictions en janvier 2021, Laval enregistrait 20 800 chômeurs. Laval termine l'année avec 9 700 chômeurs¹⁷.

Les secteurs d'activité économique

En 2021¹⁸, 85,2 % des Lavallois en emploi sont dans le secteur des services (194 000 emplois) alors qu'à l'échelle provinciale, 79,1 % des emplois s'y retrouvent. Pour la RMR de Montréal, c'est 83 % des emplois qui sont dans le secteur des services. Le secteur de la production de biens accapare le reste avec respectivement 14,8 % des personnes en emploi à Laval, 20,7 % au Québec et 16,6 % dans la RMR de Montréal.

On recense 22 300 des Lavallois en emploi de plus à Laval entre 2020 et 2021 dans le secteur des services. C'est une performance enviable si l'on considère que le Québec y a gagné 123 700 emplois de plus pour la même période.

La croissance du secteur des services s'est manifestée dans huit des secteurs, soit la finance, les assurances, les services immobiliers et de location (+ 9 500), les services d'enseignement (+ 5 200), les services d'hébergement et la restauration (+ 4 600), les autres

¹³ Les données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada sont à considérer avec précaution en raison de la taille de l'échantillon de la région de Laval, des conditions du marché du travail et de l'économie qui n'étaient pas encore stabilisées, ainsi que les conditions dans lesquelles les enquêtes se déroulent.

¹⁴ Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA), données annuelles révisées, 2021.

¹⁵ Le taux d'emploi correspond au pourcentage de personnes en emploi par rapport au nombre de personnes faisant partie de la population de 15 ans et plus : <https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-active-emploi-et-chomage-regions-administratives-rmr-et-quebec/tableau/taux-demploi-regions-administratives-regions-metropolitaines-de-recensement-et-ensemble-du-quebec>

¹⁶ Le taux de chômage correspond au pourcentage de chômeurs par rapport au nombre de personnes faisant partie de la population active (personnes en emploi, plus celles qui cherchent activement un emploi [les chômeurs]). https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-active-emploi-et-chomage-regions-administratives-rmr-et-quebec/tableau/caracteristiques-du-marche-du-travail-donnees-mensuelles-desaisonnalisees-regions-administratives-et-ensemble-du-quebec#tri_es=5

¹⁸ Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA), données annuelles 2021.

services (sauf les administrations publiques) (+ 2 700), le transport et l'entreposage (+ 2 200), les administrations publiques (+ 2 100), les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien (+ 1 600) ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 500).

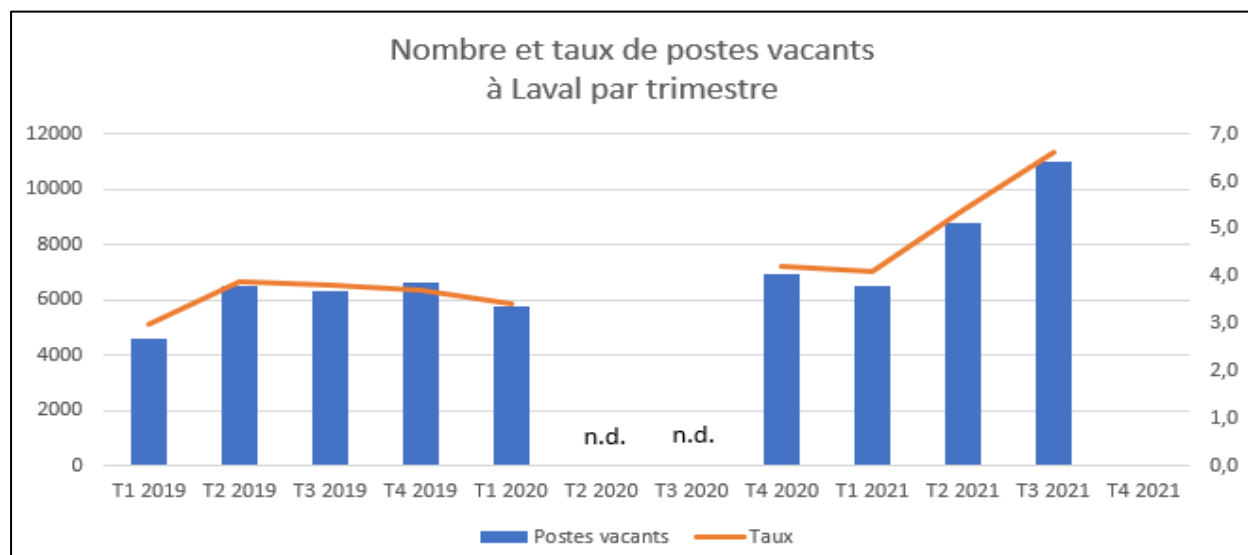
Les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs (- 5 500) ainsi que des soins de la santé et de l'assistance sociale (- 2 400) ont pour leur part affiché des pertes du nombre de personnes en emploi en 2021, comparativement à 2020.

En ce qui concerne le secteur de la production de biens, il a enregistré un recul de 6 000 Lavallois en emploi en 2021 par rapport à 2020.

Le secteur de la fabrication a connu une diminution de 3 500 emplois en 2021, comparativement à 2020. Pour la même période, les secteurs de la construction ont perdu 3 900 emplois, alors que celui des services publics a connu une augmentation, pour s'établir en 2021 à 2 100 emplois.

Postes vacants et difficultés de recrutement

Le nombre de postes vacants est en hausse depuis le deuxième trimestre de 2021. Au troisième trimestre de 2021, le Québec avait le deuxième taux de postes vacants¹⁹ le plus important au Canada parmi les provinces, soit 6,1 %, après la Colombie-Britannique (6,7 %). Pour la même période, le taux de postes vacants pour Laval était de 6,6 % (10 975 postes vacants pour 165 980 emplois). Ce taux fait en sorte que Laval se place au deuxième rang des régions administratives au Québec avec le taux de postes vacants le plus élevé, devancée par la Capitale-Nationale (7,4 %).



¹⁹ Le taux de postes vacants désigne le nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire la somme de tous les emplois occupés et vacants.

3.3 Regard sur des groupes de clientèles sous-représentés sur le marché du travail

Les jeunes de 15 à 24 ans

Le taux d'emploi des jeunes lavallois de 15 à 24 ans s'établit à 56,9 % en 2021, en hausse de six points de pourcentage comparativement à 2020. Le taux de chômage de ce groupe a diminué de 7,9 points de pourcentage par rapport à 2020, pour s'établir à 10,4 %. Les jeunes de l'ensemble du Québec présentent une situation plus favorable, avec un taux d'emploi de 61,9 % et un taux de chômage à 9,7 %.

Les personnes expérimentées de 55 ans et plus

Le taux d'emploi des Lavallois de 55 ans et plus s'est établi à 37,5 % en 2021, alors qu'il était de 31,8 % au Québec. Le nombre de personnes expérimentées en emploi était en augmentation de 27,8 % en 2021, comparativement à 2020, tandis que pour la même période, ce gain était de 5,0 % au Québec. Le taux de chômage est passé de 8,5 % à 7,9 % à Laval, alors qu'au Québec la baisse a été de 8,3 à 6,6 %. La population active a fait un bond considérable de 27,0 % chez ce groupe d'âge, alors qu'il n'a été que de 5,0 % chez le groupe des 15 à 24 ans et de 6,4 % chez le groupe des 15 ans et plus.

Les femmes

En 2021, 110 100 Lavalloises de 15 ans et plus étaient en emploi, comparativement à 117 500 emplois chez les hommes. L'emploi des femmes a varié positivement de 9,0 % (+ 9 100) entre 2020 et 2021, alors que l'emploi chez les hommes a augmenté de 6,6 % (+ 7 300). Le taux d'emploi des Lavalloises était de 58,4 % en 2021, plus élevé que celui des Québécoises (56,6 %).

Les femmes représentaient 48,4 % des 227 600 personnes en emploi habitant la région, soit une légère hausse de 0,6 point de pourcentage comparativement à celle de 2020 (part de 47,8 %). En 2021, la part des femmes en emploi au Québec était comparable à celle enregistrée en 2020 (47,2 % par rapport à 47,3 %).

Les personnes handicapées

Selon l'Office des personnes handicapées du Québec²⁰, le taux d'incapacité dans la province du Québec est de 16,1 % chez les 15 ans et plus en 2017, ce qui correspond à 1 053 350 personnes. Dans la région administrative de Laval, l'estimation est de 15,0 % ou 48 900 personnes avec incapacité de 15 ans et plus.

Selon l'Enquête canadienne sur l'incapacité (2017), les personnes en âge de travailler (25-64 ans) déclarant avoir une incapacité étaient moins susceptibles d'occuper un emploi (59 %) que celles n'ayant pas d'incapacité (80 %).

²⁰ [Statistiques – Office des personnes handicapées du Québec \(gouv.qc.ca\)](https://www.gouv.qc.ca/statistiques/office-des-personnes-handicapees-du-quebec)

À l'instar de la population en général, plus les personnes avec incapacité détiennent un niveau de scolarité supérieur, plus le taux d'emploi est élevé.

Les personnes immigrantes récentes²¹

En 2016, le nombre de personnes immigrantes récentes ayant élu résidence à Laval était de 15 140²². Ces personnes représentaient 12,9 % de l'ensemble des personnes immigrantes lavalloises et 3,7 % de l'ensemble de la population de la région de Laval.

En 2021, le taux d'emploi²³ des immigrants reçus au Canada au cours des cinq années précédentes, résidents de la RMR de Montréal²⁴, a été de 65,3 %, en hausse de 6,6 points de pourcentage comparativement au taux observé en 2020. Le taux de chômage de cette population a diminué de 2,7 points de pourcentage (14,3 %) en 2021 comparativement à celui enregistré en 2020, mais il demeure supérieur à celui des personnes nées au Canada (5,8 %).

Les prestataires d'une aide financière de dernier recours

Le nombre de personnes bénéficiant d'une aide financière de dernier recours connaît une diminution constante depuis 2016, autant au Québec qu'à Laval. La région de Laval comptait une moyenne mensuelle de 9 022 adultes prestataires²⁵. Il s'agit d'une diminution de 9,2 % par rapport à la moyenne mensuelle de 2020. La baisse constatée pour l'ensemble du Québec est de l'ordre de 11,5 %.

Les prestataires de l'assurance-emploi

En 2021, le nombre moyen de prestataires de l'assurance-emploi, actifs et aptes au travail, résidant à Laval, a diminué de 28,9 % par rapport à la moyenne de 2020, principalement attribuable à la reprise de la majorité des activités et du relâchement des mesures sanitaires pour contrer la pandémie. Au Québec, pour la même période, la baisse du nombre de prestataires de l'assurance-emploi a plutôt été de 22,9 %.

²¹ Statistique Canada utilise le terme « immigrants très récents », correspondant aux personnes immigrantes au Canada depuis moins de cinq ans.

²² Statistique Canada, *Recensement 2016*.

²³ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410008301>,

²⁴ Les indicateurs du marché du travail de l'*Enquête sur la population active* (EPA) n'incluent pas de données pour les régions administratives en ce qui concerne les personnes immigrantes.

²⁵ Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, rapports statistiques mensuelles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, <https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>

3.4 Services publics d'emploi

L'Opération main-d'œuvre, stratégie lancée par le ministre Jean Boulet à la fin de 2021, sera le point focal du gouvernement du Québec pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. En effet, la stratégie prévoit des interventions ciblées dans plusieurs secteurs de notre économie pour soutenir la croissance et la productivité de nos entreprises. Outre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les ministères suivants sont impliqués : le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de la Famille, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour cette opération, Services Québec mise sur l'attraction, la formation et la requalification de la main-d'œuvre québécoise, des individus sans emploi, celles éloignées du marché du travail et des personnes immigrantes. Les domaines identifiés sont les technologies de l'information, du génie et de la construction et des secteurs qui rendent des services essentiels, notamment dans la santé, l'éducation, les services de garde éducatifs à l'enfance ou de la protection de la jeunesse. Services Québec désire aussi favoriser l'accès accru aux formations universitaires pour les chômeurs et les travailleurs. L'Opération main-d'œuvre s'inscrit comme l'un des cinq grands chantiers dans la vision économique du gouvernement afin d'insuffler un nouvel élan au Québec.

Services Québec prévoit bonifier le soutien du revenu offert aux personnes sans emploi qui suivront une formation pour se qualifier ainsi qu'à celles qui participeront au Programme de préparation en emploi (PPE). Il ajustera également les mesures et services pour favoriser le retour et le maintien en emploi des personnes expérimentées (45 ans et plus).

Le programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications (PRATIC) est prolongé jusqu'en mars 2023. PRATIC offre aux participants une formation à temps plein de courte durée menant à une profession dans ce secteur. Des sommes supplémentaires ont également été investies dans le programme de formation de courte durée (COUD) pour son caractère structurant dans différents secteurs.

3.5 Regard prospectif sur l'évolution de l'emploi au Québec

Dès le début de 2022, les gouvernements fédéral et provincial ont entamé un tournant face à la pandémie en décidant de vivre avec elle et en diminuant progressivement les restrictions sanitaires. Bien qu'au Québec les principaux indicateurs de l'état de l'économie soient revenus au niveau d'avant la pandémie, certains secteurs d'activité économique demeurent déprimés, deux ans après le premier confinement, soit la restauration et l'hébergement, le tourisme, la culture et les loisirs.

Ces secteurs ont des défis importants à relever. Plusieurs travailleurs ont vraisemblablement changé de carrière et des établissements ont fermé leurs portes définitivement. Certaines

subventions offertes aux entreprises les plus affectées par la pandémie sont toujours en vigueur au début de 2022.

L'inflation en constante hausse et les augmentations successives du taux directeur annoncées pour 2022 viendront ajouter aux facteurs qui fragilisent la santé financière de l'économie québécoise. Les entreprises québécoises semblent s'être engagées dans l'automatisation et la numérisation. La réussite de cette transition passe, entre autres, par la formation de la main-d'œuvre. Le Québec se trouve en milieu de peloton au Canada en ce qui a trait au virage numérique. Le Canada, sans être à l'avant-garde, se compare avantageusement à la moyenne des pays industrialisés²⁶.

Les postes vacants reprennent de l'ampleur et se retrouvent dans de nombreux secteurs économiques. La conjugaison de la décroissance des personnes en âge de travailler et du vieillissement de la population, à la reprise lente de l'immigration, loin des sommets des dernières années, pourrait amplifier ce phénomène. Il est indéniable qu'il faut revisiter nos processus de travail et mieux préparer les individus aux compétences recherchées pour améliorer la productivité.

3.6 Principaux enjeux nationaux en lien avec cet environnement

Les postes vacants représentent l'un des principaux enjeux de l'année 2022-2023, tant au Québec qu'à Laval. La rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs a été exacerbée pendant la pandémie. Services Québec intervient en proposant une offre de formation répondant aux besoins des individus ainsi qu'à ceux exprimés par les dirigeants d'entreprise. Elle se traduit autant par une offre provinciale, comme le PRATIC ou le COUD, que par l'accès à une offre de formation développée localement, selon les besoins identifiés à Laval et en collaboration avec le milieu de l'éducation.

À la demande des gestionnaires d'entreprises, les interventions de Services Québec ont pour but de les soutenir dans les difficultés rencontrées en favorisant les meilleures pratiques de gestion de leurs ressources humaines. L'approche est personnalisée et veut répondre aux besoins spécifiques de chacun. Par la même occasion, l'équipe des services aux entreprises a l'opportunité de faire connaître nos mesures et services lors des rencontres et de faire la promotion des services publics d'emploi.

Les agents d'aide à l'emploi interviennent auprès de la clientèle se présentant à Services Québec de Laval lorsqu'ils sollicitent nos services publics d'emploi, ou lors du dépôt d'une demande d'aide financière de dernier recours. L'ouverture d'un parcours permet un accompagnement personnalisé dont l'objectif est de préparer l'individu au marché de l'emploi. Services Québec les accompagnera jusqu'à l'intégration en emploi et se poursuivra quelque temps après le début du travail si la situation de la personne est précaire. Services Québec intervient auprès de groupes,

²⁶ [Virage numérique : l'économie québécoise est-elle dans le coup? | Radio-Canada.ca](https://www.radio-canada.ca/actualite/quebec/2022/01/26/virage-numerique-quebec/)

comme les personnes recevant de l'assurance-emploi, ce qui permet de promouvoir nos services et de mieux faire connaître les possibilités qu'offre le marché du travail.

Ces services ne seraient pas complets sans le concours de partenaires pour décupler l'offre de services. Services Québec collabore avec des partenaires externes pour assurer une offre diversifiée et complémentaire. Les individus requérant les services d'emploi sont moins importants en volume qu'auparavant, mais requièrent des services plus spécialisés. C'est une clientèle ayant des besoins multiples, requérant des ressources professionnelles diverses. Le temps d'intervention est plus important pour les amener et les maintenir à l'emploi.

De plus, le gouvernement souhaite encourager une économie verte en privilégiant les choix plus écologiques et durables. La promotion de l'achat local, l'électrification des transports et la lutte contre les changements climatiques du Plan pour une économie verte 2030 du gouvernement du Québec en sont de bons exemples. Ce Plan rejoint à certains égards le Plan de relance économique de la Ville de Laval.

En conclusion, les principales orientations qui interpellent la direction régionale de Services Québec sont de :

- Simplifier l'accès aux services et en améliorer la qualité;
- Adapter les interventions aux besoins de la clientèle.

4. Priorités régionales et axes d'intervention en lien avec les principales orientations

Le plan stratégique ministériel 2019-2023 chapeaute tous les services du MTESS, dont Services Québec. Les bureaux de Services Québec sont la porte d'entrée aux services gouvernementaux, dont ceux de l'aide financière de dernier recours ainsi que des programmes et des mesures publiques d'emploi. Le Plan d'action des services publics d'emploi (PASPE) 2022-2023 vient quant à lui encadrer exclusivement ceux-ci.

L'année 2022-2023 est la quatrième et dernière année du cycle de planification. Le contexte exceptionnel amené par la situation sociosanitaire liée à la COVID-19 a exigé certaines modifications à la planification stratégique et influencé le plan d'action des services publics d'emploi.

La planification régionale découle du contexte régional et des enjeux ci-dessus mentionnés. Elle prend également appui sur les priorités régionales, ainsi que sur la planification stratégique 2019-2023 du MTESS, sur celle de la Commission des partenaires du marché du travail, ainsi que sur l'exercice annuel de planification du secteur Emploi-Québec. Enfin, elle tient compte des responsabilités et des ressources confiées à la direction régionale de Services Québec et des attentes de résultats qui lui sont signifiées par ses autorités.

Les priorités régionales de la direction régionale de Services Québec de Laval sont :

- **Priorité régionale 1** – Impact auprès des entreprises de l'évolution du marché du travail sur la gestion des ressources humaines;
- **Priorité régionale 2** – Perte d'expertise causée par le départ à la retraite des travailleurs;
- **Priorité régionale 3** – Insertion professionnelle des personnes présentant des défis d'intégration en emploi;
- **Priorité régionale 4** – Amélioration de l'adéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins exprimés par les entreprises.

Outre les enjeux associés au marché du travail lavallois, le plan stratégique ministériel 2019-2023 vient spécifiquement définir un enjeu concernant les services à la clientèle de Services Québec, soit : « Des services gouvernementaux axés sur une expérience client de qualité ».

Cet enjeu se décline en deux orientations, soit de « simplifier l'accès aux services et en améliorer la qualité », détaillée au point 4.1, et « adapter les interventions aux besoins de la clientèle », élaborée au point 4.2.

4.1 Simplifier l'accès aux services et en améliorer la qualité

En lien avec cette orientation de la planification stratégique 2019-2023 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, voici des interventions régionales prévues pour 2022-2023.

Objectif : Faire connaître davantage l'offre de services de Services Québec

Axe d'intervention : Poursuivre les efforts à l'effet d'être la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les citoyens et les entreprises pour le territoire de Laval.

Une des actions soutenant cet axe d'intervention en 2022-2023 est d'organiser une séance d'information auprès des ressources externes de Laval, en s'adaptant aux besoins des participants, pour faire connaître l'offre de services de Services Québec.

Objectif : Améliorer la qualité de l'information relativement aux programmes et services

Axe d'intervention : Renouveler, diffuser l'information auprès du personnel pour mieux aider et favoriser une réponse adaptée aux besoins de la clientèle.

Une action soutenant cet objectif et l'axe d'intervention pour 2022-2023 est de compléter le parcours de formation destiné aux préposés aux renseignements en normalisant les apprentissages sur les services publics d'emploi et sur l'aide financière de dernier recours.

4.2 Adapter les interventions aux besoins de la clientèle

Cette orientation de la planification stratégique ministérielle 2019-2023 comprend trois objectifs qui interpellent les directions régionales de Services Québec : deux relatifs à l'emploi et à la main-d'œuvre, et un ayant trait à la solidarité sociale.

Interventions en matière de main-d'œuvre et d'emploi

Le Plan d'action 2022-2023 des services publics d'emploi guide les interventions en matière de main-d'œuvre et d'emploi. Il tient compte de la Planification stratégique 2019-2023 du MTESS; en ce sens, il s'inscrit dans l'orientation 2 de la Planification stratégique, soit « Adapter les interventions aux besoins de la clientèle » et il contribue à la réalisation de deux des objectifs de cette orientation, soit :

- **Objectif 2.1** – augmenter l'intégration et le maintien en emploi;
- **Objectif 2.3** – soutenir davantage les entreprises dans l'adaptation de leurs pratiques en matière de gestion des ressources humaines.

Voici les enjeux du Plan d'action 2022-2023 des services publics d'emploi nationaux :

- **Enjeu 1** – La bonne lecture des besoins actuels et futurs du marché du travail, essentielle à une prise de décision éclairée;
- **Enjeu 2** – La connaissance et le recours aux services publics d'emploi par la clientèle de chercheurs d'emploi, de travailleurs et d'employeurs, compte tenu des bénéfices qu'ils peuvent en retirer;
- **Enjeu 3** – La réponse adaptée des services publics d'emploi aux besoins du marché du travail et l'agilité dans la prestation de services;
- **Enjeu 4** – L'efficacité du partenariat, un intrant incontournable au bon fonctionnement des services publics d'emploi.

Voici certains axes d'intervention retenus par le Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval, accompagnés d'exemples d'actions locales, afin de répondre aux enjeux de main-d'œuvre et d'emploi, présentés selon les orientations du Plan d'action 2022-2023 des services publics d'emploi. Les chiffres correspondants dans la colonne de droite font référence aux priorités régionales énumérées à la page 15 :

	Priorité régionale
Orientation 1 en matière de main-d'œuvre et d'emploi : Rejoindre les clientèles et leur faire connaître les opportunités du marché du travail et les bénéfices des services publics d'emploi	
Axe d'intervention : Connaître et diffuser les besoins actuels et futurs du marché du travail.	1
Axe d'intervention : Accompagner les personnes présentant des défis d'intégration en emploi dans une démarche de mise en mouvement vers l'emploi, notamment en adoptant des pratiques innovantes.	3

Voici un exemple d'action pour illustrer les interventions de Services Québec de Laval en rapport avec l'orientation nationale 1 :

- Produire et diffuser une liste régionale sur l'état d'équilibre de la main-d'œuvre par profession, qui permet aux partenaires et à la population d'identifier tant les déficits de main-d'œuvre que les surplus dans la majorité des professions des différents secteurs économiques présents à Laval.
- Accompagner les femmes en voie d'être libérée afin de contrer l'itinérance et les amener à améliorer leur employabilité.

	Priorité régionale
Orientation 2 en matière de main-d'œuvre et d'emploi : Requalifier et rehausser les compétences des personnes sans emploi et des travailleurs	
Axe d'intervention : Améliorer la flexibilité et l'agilité dans la mise en place de formations permettant l'adéquation entre les besoins du marché du travail et le développement des compétences.	4
Axe d'intervention : Optimiser la qualification des clientèles présentant des défis d'intégration en emploi.	3

Voici deux exemples d'actions pour illustrer les interventions de Services Québec de Laval en rapport avec l'orientation nationale 2 :

- Améliorer les compétences numériques des travailleuses et des travailleurs en emploi par le biais de formations.
- À la suite d'un exercice d'estimation des besoins de la clientèle et du marché du travail, et en collaboration avec nos partenaires de l'éducation, offrir diverses formations aux personnes à la recherche d'un emploi.

	Priorité régionale
Orientation 3 en matière de main-d'œuvre et d'emploi : Réaliser des interventions adaptées aux besoins des chercheurs d'emploi en vue de leur intégration et de leur maintien en emploi, en collaboration notamment avec les employeurs	
Axe d'intervention : Soutenir les entreprises par rapport aux stratégies d'intégration, de maintien et de rétention de leur main-d'œuvre.	1
Axe d'intervention : Conscientiser les entreprises à l'importance de s'impliquer dans le processus d'intégration et de maintien en emploi de leur main-d'œuvre.	3

Voici trois exemples d'actions pour illustrer les interventions de Services Québec de Laval en rapport avec l'orientation nationale 3 :

- Soutenir les employeurs à faire face aux conséquences de la pandémie sur les activités de leurs entreprises.
- Sensibiliser les entreprises à l'importance de mettre en place de bonnes pratiques liées à l'accueil, à l'intégration et au maintien en emploi.

	Priorité régionale
Orientation 4 en matière de main-d'œuvre et d'emploi : Accompagner les employeurs dans la gestion de leurs ressources humaines, afin qu'ils l'adaptent au contexte de rareté persistante de main-d'œuvre	
Axe d'intervention : Contribuer à l'instauration et au maintien d'une culture de formation continue.	2
Axe d'intervention : Conscientiser et mobiliser les employeurs à l'importance de l'accompagnement des travailleurs issus de la main-d'œuvre disponible en trouvant de nouvelles pratiques innovantes.	1

Voici deux exemples d'actions pour illustrer les interventions de Services Québec de Laval en rapport avec l'orientation nationale 4 :

- Accompagner les entreprises à structurer leurs besoins en formation et planifier en fonction des enjeux identifiés à court et à moyen terme.
- Sensibiliser les employeurs à la nouvelle réalité du marché du travail qui implique l'embauche de personnes nécessitant plus d'accompagnement.

	Priorité régionale
Orientation 5 en matière de main-d'œuvre et d'emploi : S'assurer d'une concertation étroite avec les partenaires du marché du travail afin d'offrir des services publics d'emploi alignés sur les besoins des clientèles	
Axe d'intervention : Favoriser l'appariement ciblé entre l'offre de main-d'œuvre et les besoins du marché du travail.	4
Axe d'intervention : Ajuster notre offre de services et cibler nos interventions afin qu'elles répondent aux besoins particuliers des différents profils socioprofessionnels de notre clientèle.	3

Voici deux exemples d'actions pour illustrer les interventions de Services Québec de Laval en rapport avec l'orientation nationale 5 :

- En partenariat avec les promoteurs collectifs, les comités sectoriels de main-d'œuvre et les entreprises, documenter les enjeux et les besoins en main-d'œuvre afin d'outiller le CRPMT dans la priorisation des professions ou secteurs spécifiques présentant des enjeux de main-d'œuvre à Laval.
- Soutenir un projet d'accompagnement et d'aide pour le développement de compétences pour l'intégration en emploi de jeunes de 16 à 21 ans, du Centre jeunesse de Laval (dans le cadre de l'appel de projets NEEF).

Dans une perspective globale, nous avons vu que les indicateurs du marché du travail lavallois sont revenus à des niveaux équivalents relevés avant que la pandémie ne se déclare. Des difficultés subsistent sur le marché du travail, comme la restauration ou l'hébergement pour n'en nommer que quelques-uns, et pour lesquelles plusieurs auront besoin d'une assistance publique pour revenir à la vigueur de l'activité d'avant la pandémie. Les axes d'intervention et les actions locales cités précédemment ne sont pas exhaustifs et Services Québec de Laval reste vigilante par rapport à des événements qui exigeraient à nouveau d'ajuster nos interventions.

Services Québec a pour objectif de tendre vers l'équilibre du marché du travail et de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes aptes au travail, incluant les personnes défavorisées sur le plan professionnel. Un suivi soutenu des participants à nos mesures, de l'accompagnement jusqu'à l'intégration ainsi qu'au maintien à l'emploi, est une des solutions pour augmenter la productivité.

La formation est incontournable, tant pour l'acquisition des compétences de base que le développement de nouvelles compétences. Les mesures de formation offertes visent autant les personnes à la recherche d'un emploi que celles en emploi. Services Québec agit, notamment en mettant en place un environnement propice à la participation de parcours scolaires des prestataires de l'aide de dernier recours et en encourageant la formation continue auprès des entreprises pour rehausser les compétences nécessaires à leur épanouissement.

Services Québec accompagne les entreprises dans la gestion des ressources humaines, notamment lorsqu'elles font face à des défis de réorganisation ou d'expansion de leurs activités. L'équipe des services aux entreprises fait également la promotion des organismes d'employabilité auprès des entreprises. Services Québec de Laval lance en 2022 un projet pilote d'arrimage de clients à la recherche d'un emploi et d'employeurs ayant des postes à pourvoir. Ceci viendra raffermir le lien existant entre les services aux entreprises et les services aux individus.

L'engagement de Services Québec de Laval au *Forum de la main-d'œuvre en 2022*, en partenariat avec la Ville de Laval et quelques ministères ciblés, permettra de faciliter des échanges qui mèneront vers un plan concerté quant à l'attraction de main-d'œuvre à Laval dans les prochaines années.

Interventions en matière de participation sociale et de mobilisation

L'orientation 2 « Adapter les interventions aux besoins de la clientèle » du plan stratégique 2019-2023 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale présente aussi l'objectif 2.2 qui vise à augmenter la participation sociale des individus et la mobilisation des partenaires. À ce titre, voici un exemple d'intervention régionale retenue pour 2022-2023.

Objectif : Augmenter la participation sociale des individus et la mobilisation des partenaires

Axe d'intervention : Améliorer l'accompagnement de la clientèle s'adressant à Services Québec pour favoriser la participation sociale des individus.

L'action privilégiée en 2022-2023 : Poursuivre les efforts d'accompagnement de la clientèle en soutenant mieux le personnel en privilégiant l'aide-mémoire élaboré l'année précédente et en dispensant des formations personnalisées selon les besoins du personnel.

5. Annexes

5.1 Budget d'intervention au Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

Services Québec de Laval assure la gestion du budget d'intervention annuel pour l'emploi établi en fonction des ententes avec le gouvernement fédéral et des objectifs financiers du gouvernement québécois, afin d'offrir les services publics d'emploi tant aux individus qu'aux employeurs. Ce budget peut aussi être ajusté en fonction de l'évolution du marché du travail et de la situation socioéconomique de la région. De plus, les attentes quant aux résultats opérationnels par rapport aux services publics d'emploi sont notamment liées à l'ampleur du budget accordé.

**TABLEAU DE REPARTITION BUDGETAIRE
PLANIFICATION DU BUDGET D'INTERVENTION 2022-2023 POUR LES MESURES D'AIDE A L'EMPLOI**

	Planification du budget initial 2022-2023	Parts (%)
1. Aide aux individus		
Mesure de formation de la main-d'œuvre ¹	1 849 400 \$	4,5 %
Ressources externes	11 393 400 \$	27,7 %
Subventions salariales et projet d'intégration des personnes immigrantes et minorités (PRIIME)	3 369 900 \$	8,2 %
Frais d'aide en participation	15 928 200 \$	38,7 %
Contrats d'intégration au travail	3 075 100 \$	7,5 %
2. Aide aux employeurs		
Concertation pour l'emploi	1 895 600 \$	4,6 %
Mesures de formation de la main-d'œuvre	3 624 900 \$	8,8 %
Total	41 136 500 \$	100,0 %

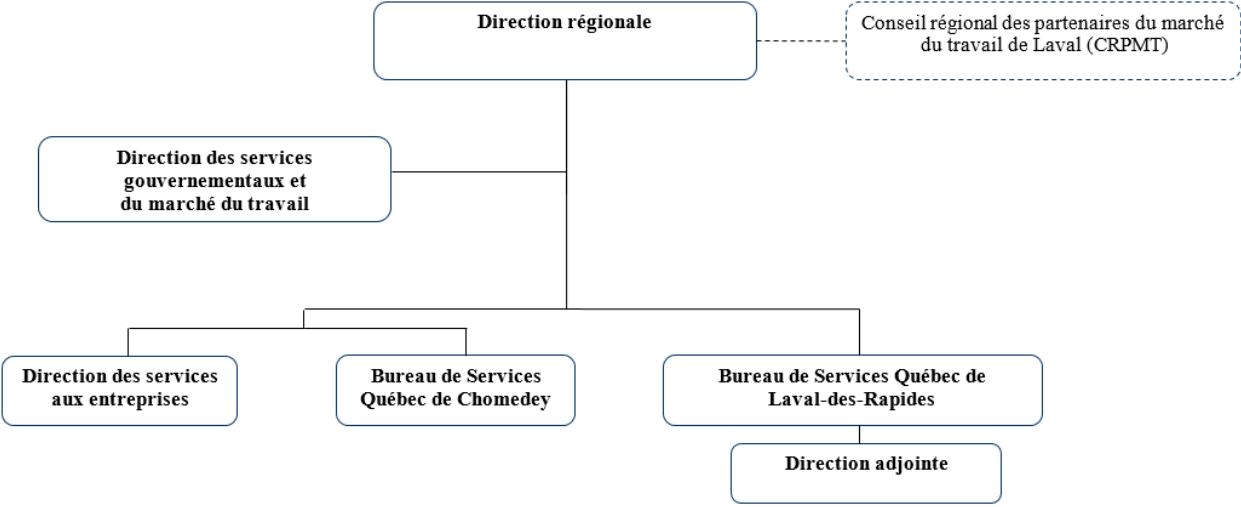
1. Achats de cours ou formation en établissement collégial ou secondaire

Le budget d'intervention du FDMT sert à financer les mesures actives des services publics d'emploi. Le budget initial de Services Québec de Laval est de 41 136 500 \$ pour l'année 2022-2023. Cette répartition budgétaire comprend une somme de 30 246 300 \$ en vertu de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail. Les paramètres de transfert de responsabilités de cette entente prévoient que ces crédits doivent être utilisés pour assurer l'aide aux participants de l'assurance-emploi ou pour appliquer les mesures de soutien appropriées. La Direction régionale de Services Québec de Laval demeurera à l'affût de l'évolution de la situation budgétaire nationale et du marché du travail lavallois afin de maximiser les investissements potentiels sur le territoire.

5.2 Indicateurs de résultats et cibles

Indicateurs de résultats	Cibles 2021-2022	Résultats 2021-2022	Cibles 2022-2023
1. Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	4 646	3 911	4 453
2. Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	51,9 %	61,0 %	55,6 %
3. Nombre de participants de l'assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	1 917	2 873	s.o.
4. Proportion des participants de l'assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	57,9 %	66,7 %	s.o.
5. Nombre de clients des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	919	566	531
6. Proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	39,2 %	41,8 %	41,6 %
7. Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	167	173	183
8. Nombre d'entreprises nouvellement aidées	490	503	637
9. Taux d'exactitude financière dans le traitement administratif des dossiers actifs des services de solidarité sociale	97 %	ND	ND
10. Proportion des demandes d'aide financière de derniers recours traitées dans un délai de cinq jours ouvrables	85 %	88,4 %	85 %

5.3 Organigramme de la Direction régionale de Services Québec de Laval



5.4 Composition du Conseil régional des partenaires du marché du travail

Membres représentant la Main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant les organismes communautaires et le milieu de la formation
<p>M^{me} Madeleine Ferland Représentante syndicale Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)</p>	<p>M. Luc Lamarche Président LCM Informatique inc. – Micro LL inc.</p>	<p>M^{me} Johanne Allaire Vice-présidente du CRPMT de Laval Directrice générale Perspective Carrière</p>
<p>M. Vincent Leclair Secrétaire général Conseil régional FTQ Montréal métropolitain</p>	<p>M. Yvan Deschamps Vice-président, ressources humaines et santé et sécurité Cheminées Sécurité International Itée (CSIL)</p>	<p>M. Joseph Giulione Directeur général L'Arrimage</p>
<p>M^{me} Jasmine Martin Présidente du CRPMT Conseillère syndicale Conseil régional FTQ Montréal métropolitain</p>	<p>M. David Bousquet Directeur des ressources humaines Aliments Lesters</p>	<p>M. Jean-Pierre Archambault Directeur général adjoint Affaires administratives et éducatives, éducation des adultes, formation professionnelle et services aux entreprises Centre de services scolaire de Laval (CSSL)</p>
<p>M^{me} Chantal Ide Première vice-présidente Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)</p>	<p>M^{me} Rose-Marie Di Rosa Présidente Comptoir Lamnex inc.</p>	<p>M^{me} Geneviève Gagné Vice-présidente du CRPMT de Laval Directrice du Service de la formation universitaire en région Université du Québec à Montréal (UQAM)</p>
<p>M. Claude Grenier Représentant syndical Unifor section locale 4511</p>	<p>M^{me} Caroline De Guire Présidente-directrice générale Chambre de commerce et d'industrie de Laval</p>	<p>M^{me} Catherine Parent Directrice de la formation continue et des services aux entreprises Collège Montmorency</p>
<p>Vacant</p>	<p>M. Daniel L'Écuyer Vice-président Oberson</p>	<p>M^{me} Cristelle Chalono Directrice Bureau de l'enseignement régional et du campus de Laval de l'Université de Montréal</p>

Membre représentant de la réalité du développement local de la région	Secrétaire du CRPMT	
M. Bonnet Huor Commissaire aux affaires internationales Service du développement économique Ville de Laval	M. François Laverdure Secrétaire du CRPMT de Laval Directeur régional de Services Québec de Laval Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
MEMBRE DÉSIGNÉ REPRÉSENTANT la Commission de la construction du Québec	MEMBRE DÉSIGNÉE REPRÉSENTANT le ministère de l'Économie et de l'Innovation	MEMBRE DÉSIGNÉE REPRÉSENTANT le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
M. Philippe Gagnon Chef de section du Service à la clientèle et aux plaintes Commission de la construction du Québec	M^{me} Caroline Coin Directrice région métropolitaine de Montréal Ministère de l'Économie et de l'Innovation	M^{me} Louise Lafontaine Représentante-cadre Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
INVITÉS		
M^{me} Corinne Aubry Directrice régionale Laval-Laurentides-Lanaudière (par intérim) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	M. Frédéric Greschner Directeur général adjoint Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	M^{me} Véronique Bélisle Directrice régionale Laval-Laurentides Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

